

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
QUERCY ROUERQUE ET GORGES DE L'AVEYRON

ENQUÊTE PUBLIQUE
RELATIVE À LA
MODIFICATION N°3 DU PLUi

Date de début d'enquête : 3 mars 2025 - Date de fin d'enquête : 3 avril 2025
Dossier tribunal administratif de Toulouse n° E25000004 / 31
Arrêté du président de la communauté de communes du 5 février 2025
Commissaire Enquêteur : Jean-Louis Bastide

PARTIE 1/2
RAPPORT D'ENQUÊTE
DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

VOLUME 1/2

Sommaire du volume 1/2

1 - Généralités.....	3
1.1 - Présentation du projet.....	3
1.2 - Le cadre juridique de l'enquête publique.....	5
1.2.1 - Textes applicables.....	5
1.2.2 - Etapes de procédure.....	5
1.3 - Les pièces du dossier d'enquête.....	6
2 - Organisation de l'enquête publique.....	7
2.1 - Décisions de mise à l'enquête.....	7
2.1.1 - La décision de mise à l'enquête.....	7
2.1.2 - La désignation du commissaire enquêteur.....	7
2.1.3 - L'information du public et les mesures de publicité.....	7
2.1.4 - Réunions préalables avec le porteur de projet.....	8
2.2 - Les modalités pratiques de l'enquête publique.....	9
2.2.1 - Sièges de l'enquête publique.....	9
2.2.2 - Durée de l'enquête publique.....	9
2.2.3 - Modalités de consultation des pièces du dossier d'enquête publique.....	9
2.2.4 - Modalités de participation du public.....	10
2.2.5 - Les permanences du commissaire enquêteur.....	10
3 - Déroulement de l'enquête publique.....	11
3.1 - Déroulement de l'enquête.....	11
3.1.1 - Permanences réalisées.....	11
3.1.2 - Réunions publiques éventuelles.....	11
3.1.3 - Clôture de l'enquête.....	11
3.1.4 - Climat de l'enquête.....	12
3.2 - Bilan comptable des observations formulées.....	12
3.3 - Synthèse des avis des personnes publiques associées.....	13
3.4 - Analyse des observations formulées.....	14
3.4.1 - Demandes individualisées dans le dossier d'enquête publique ou dans la concertation préalable.....	15
3.4.2 - Demandes non individualisées dans le dossier d'enquête publique ou dans la concertation préalable.....	17
3.4.3 - Les observations diverses.....	18
3.4.4 - Les réponses apportées par la communauté de communes QRGA.....	20
4 - Glossaire.....	31
5 - Annexes.....	32

Compte tenu de la taille des documents annexés au présent rapport, sa présentation matérielle est ventilée en 2 volumes distincts :

- le 1^{er} correspond au rapport d'enquête proprement dit et à ses annexes relatives à la procédure,
- le 2nd comprend le procès-verbal des observations émises par le public et la réponse du porteur de projet.

1 - GÉNÉRALITÉS

1.1 - PRÉSENTATION DU PROJET

Établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la communauté de communes QRGa a parmi ses compétences obligatoires l'aménagement de l'espace pour la conduite d'action d'intérêt communautaire (schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale) conformément aux dispositions de l'article L5214-16 du code général des collectivités territoriales.

La communauté de communes QRGa s'est dotée d'un PLUi approuvé le 24 octobre 2017 ; celui-ci a fait, depuis lors, l'objet de plusieurs modifications approuvées :

- le 22 janvier 2020 (modification n°1),
- le 26 janvier 2021 (modification simplifiée n°1),
- le 7 décembre 2021 (modification simplifiée n°2),
- le 27 décembre 2022 (modification n°2).

Par arrêté en date du 27 juin 2024, Monsieur le président de la communauté de communes QRGa a engagé une modification n°3 du PLUi portant sur 3 objets :

- actualiser la liste des bâtiments pouvant changer de destination (objet n°1),
- préciser l'implantation des hébergements et activités touristiques dans l'espace rural (objet n°2),
- autoriser la création d'1 éco-hameau sur la commune de Féneyrols (objet n°3).

Il a également décidé d'organiser une concertation facultative dans le but de compléter le dispositif de l'enquête publique en recueillant en amont les observations et propositions pour les transmettre au commissaire enquêteur.

L'objet n°1 vise :

- à répondre à l'objectif de favoriser l'accueil de populations nouvelles et de renforcer les activités artisanales, industrielles et commerciales, fixé par le projet d'aménagement et de développement durable,
- à favoriser la réutilisation d'un habitat dispersé hérité de l'activité agricole passée du territoire intercommunal et présentant une valeur patrimoniale dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article L151-11-I-2° du CU,
- à toiletter le document d'urbanisme en ce qui concerne les bâtiments pouvant changer de destination dont l'inventaire initial, réalisé lors de l'élaboration du PLUi, a été modifié par la suite et comporte des bâtiments ne pouvant réglementairement changer de destination ou en raison de leur situation (en zone inondable, trop éloigné des réseaux...).

L'objet n°2 visait à adapter les périmètres de certains secteurs classés NT (camping et parc résidentiel de loisirs), NT2 (résidences hôtelières) et AT (camping et parc résidentiel de loisirs) pour favoriser le développement touristique d'un territoire doté d'un patrimoine culturel et naturel important.

Il s'agissait de tenir compte de la non réalisation de projets individualisés antérieurement, d'évolution de périmètre et de l'émergence de nouveaux projets en :

réduisant 1 secteur NT au lieu dit le camp à Caylus,
créant 1 secteur NT2 au lieu dit Gineste à Espinas (STECAL),
supprimant 2 secteurs NT au lieu-dit le Magal et au lieu-dit Roquegude à Laguëpie,
créant 1 secteur AT au lieu-dit Cayrounet à Saint Antonin Noble Val (STECAL).

L'objet n°3 visait pour sa part à permettre la création d'un éco-hameau (STECAL) sur la commune de Féneyrols site de Fourcou afin de permettre la pérennisation des activités agricoles et artisanales qui s'y exercent.

La MRAe Occitanie a par avis du 19 septembre 2024, décidé de soumettre à évaluation environnementale le projet de modification du PLUi du fait des impacts potentiels sur l'environnement des objets 2 et 3.

Pour ce motif, la communauté de communes QRGa a décidé de ne faire porter cette modification que sur l'objet n° 1, à savoir l'actualisation de la liste des bâtiments pouvant changer de destination.

1.2 - LE CADRE JURIDIQUE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

1.2.1 - Textes applicables

Une modification du PLUi, ayant pour unique objet l'actualisation de la liste des bâtiments pouvant changer de destination (n°1), relève d'une procédure de modification simplifiée (L153-45 du CU) dans la mesure où elle n'a pas pour conséquence de majorer les possibilités de construction dans les zones agricoles et naturelles.

Par contre, une modification portant sur les objets 2 et 3 et ayant pour effet de majorer ou diminuer les possibilités de construire, entre dans le champ de l'article L153-41 du CU nécessitant la mise en œuvre d'une procédure de modification de droit commun, soumise à enquête publique.

Bien qu'ayant réduit l'ambition de cette modification n°3 à la satisfaction de l'objectif n°1, la communauté de communes QRGa a décidé de mettre en œuvre la procédure de droit commun dans la mesure où le dossier est déjà avancé et où de nombreuses demandes de changement de destination de bâtiments ont été formulées dans le cadre de la concertation préalable réalisée par la communauté de communes.

1.2.2 - Etapas de procédure

Ce projet de modification est soumis à enquête publique en application des articles L123-1 à L123-18 du CE.

A l'expiration du délai d'enquête, le commissaire enquêteur dispose d'un délai d'un mois pour produire son rapport et formuler ses conclusions sur le projet soumis à enquête.

Ces documents seront consultables par le public au siège et sur le site internet de la communauté de communes pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire de la communauté de communes QRGa peut soit approuver dans sa version initiale le projet de modification n° 3 du PLUi, soit l'amender, soit l'ajourner ou enfin l'annuler.

1.3 - LES PIÈCES DU DOSSIER D'ENQUÊTE

Le dossier d'enquête publique est constitué des pièces suivantes :

1. La notice de présentation constituant le volume 1 (160 pages) et contenant :
 - L'exposé du contexte réglementaire et plus précisément :
 - l'exposé des motifs et de la méthodologie,
 - le choix de la procédure,
 - les objectifs et les modalités de la concertation avec le public,
 - le déroulement synthétique de l'enquête publique.
 - Le développement de l'objet n° 1 :
 - la présentation du contexte,
 - la présentation des enjeux,
 - les évolutions apportées au document d'urbanisme,
 - les évaluations de l'incidence sur l'environnement.
 - Le rappel de la suppression de l'objet n°2.
 - Le rappel de la suppression de l'objet n°3.
2. Les avis émis par les personnes publiques associées constituant le volume 2 (8 pages) :
 - Chambre des métiers et de l'artisanat du Tarn en date 20 août 2024,
 - Chambre des métiers et de l'artisanat du Tarn et Garonne en date du 19 août 2024,
 - Préfecture du Tarn (DDT) en date du 16 septembre 2024,
 - PETR centre ouest Aveyron en date du 25 octobre 2024,
 - CDPENAF du Tarn et Garonne en dates du 25 septembre 2024 et 7 octobre 2024,
 - MRAe Occitanie en date du 19 septembre 2024.
3. La décision de dispense d'évaluation environnementale constituant le volume 3 (2 pages).
4. le bilan de la concertation publique préalable constituant le volume 4 (4 pages).
5. Le positionnement de l'enquête publique dans la procédure de modification du PLUi constituant le volume 5 (3 pages).

2 - ORGANISATION DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.1 - DÉCISIONS DE MISE À L'ENQUÊTE

2.1.1 - La décision de mise à l'enquête

Dans un premier temps et par arrêté en date du 27 juin 2024, monsieur le président de la communauté de communes QRGa a décidé d'engager la procédure de modification n° 3 du PLUi (annexe 1).

Puis par arrêté en date du 5 février 2025, ce dernier a engagé la procédure d'enquête publique et en a défini les modalités (annexe 2).

2.1.2 - La désignation du commissaire enquêteur

Faisant suite à la demande de Monsieur le président de la communauté de communes QRGa, Monsieur le président par intérim du tribunal administratif de Toulouse m'a désigné le 17 janvier 2025 (dossier n° E25000004/31) en qualité de commissaire enquêteur pour la présente enquête et Monsieur Christian Vergnes en qualité de commissaire enquêteur suppléant (annexe 3).

2.1.3 - L'information du public et les mesures de publicité

L'arrêté du 5 février 2025 prévoit :

- ✓ Qu'un avis sera publié au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les 8 jours en suivant le début dans :
 - la dépêche du midi (édition Tarn et Garonne),
 - le petit journal (édition du Tarn et Garonne),
 - la dépêche du midi (édition du Tarn),

- le Tarn libre (édition du Tarn).
- ✓ Qu'un avis sera publié par voie d'affiches au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute sa durée au siège de la communauté de communes, dans les 17 mairies des communes membres ainsi qu'en tout lieu utile pour la bonne information du public.
- ✓ Que cet avis sera publié sur le site internet de la communauté de communes QRGa au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Les avis dans la presse ont bien été publiés dans les journaux précités aux dates suivantes (annexe 4) :

Journal	Département	1 ^{ère} parution	2 ^{nde} parution
La Dépêche du Midi	81	16/02/2025	08/03/2025
La Dépêche du Midi	82	16/02/2025	08/03/2025
Le Petit Journal	82	11/02/2025	04/03/2025
Le Tarn Libre	81	14/02/2025	07/03/2025

Bien que n'ayant pas eu la possibilité de vérifier l'affichage de l'avis dans toutes les mairies eu égard à la multiplicité des sites, j'ai constaté préalablement à l'enquête et durant celle-ci qu'un avis d'information, conforme à la réglementation, a bien été affiché dans les différentes mairies que j'ai pu voir en me rendant dans les permanences et sur le terrain (cf. quelques exemples en annexe 5).

J'ai pu enfin constater que l'avis dématérialisé a bien été publié, avant le commencement de l'enquête puis sans discontinuité jusqu'à sa fin, sur le site internet de la collectivité (annexe 6).

2.1.4 - Réunions préalables avec le porteur de projet

Une réunion préalable s'est tenue par visioconférence le 3 février 2025 à 16 heures en présence, au titre de la communauté de communes, de Messieurs Gilles Bonsang, président de la communauté de communes QRGa, Didier Chardenet, président de la commission urbanisme et Samuel Desmarchais, chargé de mission urbanisme et aménagement du territoire.

Elle a été l'occasion pour les représentants de la communauté de communes de me présenter les objectifs et le contexte de la modification n° 3 du PLUi ainsi que de caler les modalités de l'enquête.

Une seconde rencontre préalable a eu lieu, en mairie de Caylus, le 3 mars 2025 de 10 heures à 12 heures avec Monsieur Samuel Desmarchais durant laquelle j'ai pu parapher et ouvrir les 18 registres d'enquête, préalablement à leur distribution dans les différents sites, avant l'ouverture de l'enquête le même jour à 14 heures.

2.2 - LES MODALITÉS PRATIQUES DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

2.2.1 - Siège de l'enquête publique

Le siège de l'enquête est fixé au siège de la communauté de communes QRGa, c'est à dire 23 place de la mairie à Saint Antonin Noble Val (82 140).

2.2.2 - Durée de l'enquête publique

La durée de l'enquête est fixée à 31 jours consécutifs, du 3 mars 2025 à 14 heures au 3 avril 2025 à 12 heures.

2.2.3 - Modalités de consultation des pièces du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête était consultable :

- ✕ Sous format papier, aux horaires habituels d'ouverture :
 - au siège de l'enquête,
 - dans les mairies des différentes communes membres de la communauté de communes, à savoir Castanet, Caylus, Cazals, Espinas, Féneyrols, Ginals, Lacapelle-Livron, Laguëpie, Lozes, Montrosier, Mouillac, Parisot, Puylagarde, Saint Antonin Noble Val, Saint Projet, Varen, Verfeil sur Seye.
- ✕ Sous format dématérialisé :
 - sur le site internet de la communauté de communes,
 - sur un poste informatique mis à disposition au siège de la communauté de communes.
- ✕ Toute personne pouvait également obtenir communication à ses frais du dossier d'enquête publique dès la publication de l'arrêté du 5 février 2025.

2.2.4 - Modalités de participation du public

Le public a la possibilité de présenter ses observations, propositions ou appréciations selon les modalités suivantes :

- ✕ par écrit sur les registres d'enquête publique mis à sa disposition dans les 17 communes membres de la communauté de communes ainsi qu'au siège de l'enquête,
- ✕ par courrier postal adressé à Mr le commissaire enquêteur (service urbanisme de la communauté de communes QRGa, 23 place de la mairie, BP30, 82 140 Saint Antonin Noble Val),
- ✕ par courrier électronique envoyé à l'adresse enquete-publique-modification3-plui@cc-qrga.fr.

2.2.5 - Les permanences du commissaire enquêteur

L'arrêté du 5 février 2025 a prévu la tenue des 5 permanences suivantes pour permettre au public d'échanger avec le commissaire enquêteur et de présenter ses observations, propositions et/ou contre propositions :

- à Caylus, le lundi 3 mars 2025 de 14 heures à 17 heures en mairie,
- à Parisot, le jeudi 13 mars 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie,
- à Laguépie, le jeudi 20 mars 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie,
- à Varen, le vendredi 28 mars 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie,
- à Saint Antonin Noble Val, le 3 avril 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie.

3 - DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

3.1 - DÉROULEMENT DE L'ENQUÊTE

3.1.1 - Permanences réalisées

J'ai bien pu tenir les 5 permanences prévues :

- à Caylus, le lundi 3 mars 2025 de 14 heures à 17 heures en mairie,
- à Parisot, le jeudi 13 mars 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie,
- à Laguëpie, le jeudi 20 mars 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie,
- à Varen, le vendredi 28 mars 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie,
- à Saint Antonin Noble Val, le 3 avril 2025 de 9 heures à 12 heures en mairie.

Celles-ci se sont toutes passées dans les conditions matérielles permettant au public de consulter le dossier, de formuler ses observations éventuelles librement et en toute confidentialité.

J'ai pu constater lors de ces permanences que les dossiers d'enquête étaient complets comportaient toutes les pièces constitutives listées au titre 1.3 et étaient tenus à la disposition du public.

3.1.2 - Réunions publiques éventuelles

Aucune réunion publique n'a été organisée.

3.1.3 - Clôture de l'enquête

L'enquête publique a été clôturée le 3 avril 2025 à 12 h.

En raison du nombre de registres d'enquête, j'ai pu prendre possession des 18 registres, le 3 avril 2025 durant l'après-midi et les clôturer sur place lors d'une réunion avec Monsieur Samuel Desmarchais.

Enfin et conformément aux dispositions de l'article R123-18 du CE, j'ai rencontré Monsieur Samuel Desmarchais le 10 avril 2025 et lui ai remis le procès-verbal de synthèse des observations émises par le public (cf. annexes 7 et 8).

Les observations en réponse apportées par le responsable du projet aux différentes observations présentées par le public sont jointes au présent rapport d'enquête (cf. annexe 9).

3.1.4 - Climat de l'enquête

L'enquête s'est déroulée dans un excellent climat général que j'ai pu ressentir que ce soit à travers les observations reçues par voie dématérialisée ou que ce soit durant les cinq permanences réalisées.

Toutes les conditions matérielles étaient réunies pour permettre au public d'avoir l'information, de participer et de s'exprimer librement.

Le public avait en effet la possibilité de participer directement soit par une mention sur registre d'enquête, soit lors d'une permanence, soit indirectement par courrier postal ou par courrier dématérialisé.

J'ai pu constater que le public s'est bien approprié ces différents moyens de communication et notamment l'adresse courriel qui présentait l'avantage de pouvoir facilement annexer à la demande des documents complémentaires comme des photos.

3.2 - **BILAN COMPTABLE DES OBSERVATIONS FORMULÉES**

Le tableau ci-dessous recense le nombre d'observations et contributions formulées par le public durant l'enquête publique.

	Nombre d'observations portées sur le registre papier ⁽¹⁾	Nombre d'observations reçues par courrier postal	Nombre d'observations reçues par courrier électronique	Total
Commune de Castanet	1	0	0	1
Commune de Caylus	16	0	0	16
Commune de Cazals	5	0	0	5
Commune de Espinas	3	0	0	3
Commune de Féneyrols	8	0	0	8
Commune de Ginals	2	0	0	2
Commune de Lacapelle-Livron	0	0	0	0
Commune de Laguépie	2	0	0	2
Commune de Loze	3	0	0	3
Commune de Montrosier	0	0	0	0
Commune de Mouillac	0	0	0	0
Commune de Parisot	16	0	0	16
Commune de Puylagarde	2	0	0	2
Commune de Saint Antonin Noble Val	18	0	0	18
Commune de Saint Projet	0	0	0	0
Commune de Varen	6	0	0	6
Commune de Verfeil sur Seye	0	0	0	0
Siège de la communauté de communes	3	0	46	49
Total par mode d'expression	85	0	46	131

⁽¹⁾ Observations portées sur le registre + courriers annexés au registre + observations orales recueillies en permanences.

3.3 - SYNTHÈSE DES AVIS DES PERSONNES PUBLIQUES ASSOCIÉES

Le tableau ci-dessous synthétise les avis émis par les PPA sur le projet de modification n°3 du PLUi :

PPA	Date de l'avis	Sens de l'avis
Chambre des métiers et de l'artisanat Occitanie (Tarn)	20/08/2024	Avis favorable expressément formulé.
Chambre des métiers et de l'artisanat Occitanie (Tarn et Garonne)	19/08/2024	Avis réputé favorable par absence de remarque.
Préfecture du Tarn (DDT)	16/09/2024	Avis réputé favorable par absence de remarque.
Pôle d'équilibre territorial et rural centre ouest Aveyron	25/10/2024	Avis favorable expressément formulé.
Préfecture de Tarn et Garonne (CDPENAF)	25/09/2024	Avis sur les projets de STECAL : favorables sur les communes de Féneyrols et Espinas, défavorable sur la commune de Saint Antonin Noble Val.

PPA	Date de l'avis	Sens de l'avis
		Pas d'avis formulé sur l'objet n°1.
Préfecture de Tarn et Garonne (CDPENAF)	07/10/2024	Avis sur la dérogation au principe de l'urbanisation limitée : favorable sur les communes de Féneyrols et Espinas, défavorable sur la commune de Saint Antonin Noble Val. Pas d'avis formulé sur l'objet n°1.
MRAe Occitanie	19/09/2024	Avis conforme de soumission à évaluation environnementale en raison des enjeux environnementaux des objets 2 et 3.
MRAe Occitanie	30/12/2024	Avis conforme de dispense d'évaluation environnementale

3.4 - ANALYSE DES OBSERVATIONS FORMULÉES

Le chiffre de 131 observations totalise l'ensemble des observations formulées par le public durant l'enquête publique et ce quelque soit le support.

Compte tenu de leur nombre important, je n'ai pas repris individuellement toutes les observations, celles-ci sont toutefois consultables dans le procès-verbal de synthèse qui constitue une annexe 7 (volume 2/2) au présent rapport et en fait intégralement partie.

J'ai numéroté les observations selon un numéro d'ordre (de 1 à 131) et les ai classées selon un prisme thématique, à savoir que j'ai fait ressortir :

- les demandes individualisées dans le dossier d'enquête publique ou résultantes de la concertation préalable,
- les demandes non individualisées dans le dossier initial ou dans la concertation préalable,
- les observations diverses.

Certaines observations ont été déposées par un même auteur par des voies différentes (voie dématérialisée et mention sur registre par exemple).

Les observations formulées portent dans une écrasante majorité sur des changements de destination de bâtiments et entrent bien dans les objectifs de la modification n° 3 du PLUi.

3.4.1 - Demandes individualisées dans le dossier d'enquête publique ou dans la concertation préalable

Les observations recensées ci-dessous concernent des demandes comprises dans le dossier initial ou formulées lors de la concertation préalable facultative organisée par la communauté de communes QRGa ayant reçu un avis favorable de la commission d'urbanisme (A) ou soumises à réserves de la part de cette même commission (B) ou ayant reçu un avis défavorable (C).

Ainsi que cela a été évoqué précédemment, si certains auteurs sont associés à plusieurs numéros d'ordre, c'est parce qu'ils ont formulé la même observation par plusieurs moyens.

A - Demandes de changement de destination ayant reçu un avis favorable de la part de la commission d'urbanisme

N° d'ordre	Auteur	N° ID concertation	N° ID du dossier initial
1	Grateau Maxime et Hu Mathilde	D-CDG12	CDG8
3	Schiélé Latapie Sandrine	D-CDM76	
4	Jullie Sarah	D-CDF37	
5	Caraisco Andréas	D-CDH19	
7	Grélin Marion	D-CDF36	
8	Aude Rémezy		CDF35
11	Papillon Philippe et Vanraet Yolaine		CDM23 et CDM62
12	Longagne Vincent		CDM27
14-122	Epoux Niemietz		CDM50
15	Criado-Brau Jean-Christophe (SCI Kipos)	D-CDO67 et D-CDO68	
21	Weber Jane (Jourdan Mathieu)	D-CDB97	
24	SCI Fourmille		CDF4
28	Mouly Clément	D-CDL18	CDL13
38-127	Bascou Sophie	D-CDA44	
46 - 114	Paulin Mercié	D-CDM75	
48-49	Bertrand Leblanc		CDM15
52	Claude Couderc	D-CDB92	
53	Didier Couderc	D-CDB93	
55	Sylvie et Patrice Rossignol	D-CDB100	
56	Séverine et Sébastien Sahun	D-CDB95	
57	Vincent Cousi	D-CDB99	
61	Philippe Valette	D-CDB96	
69	Régis Micheletto		CDC8
70	Nathalie Chalon		CDC10
72-73-74	Epoux Andrieu	D-CDD29	
75	André Frayssinet	D-CDE17	
79-82	Chrystel Cavaillé	D-CDE15 et D-CDE16	
87	Nicolas Gaven		CDI9

N° d'ordre	Auteur	N° ID concertation	N° ID du dossier initial
90	Anne-Marie Ramond		CDN15
91	Marie-José et Ghislain Ceretta	D-CDC13	
92	Agathe Legendre (SCI puech maurel)		CDA30 et CDA41
93	Jacques Castelnau	D-CDI14	
94	Jean-Denis Barrie (atelier des rêves)	D-CDK26, D-CDK70 et D-CDK71	
95	Catherine Cutier	D-CDL21	
96	Tristan Merlhe acquéreur Catherine Jousset	D-CDK72	
97	Eric Boulpicante		CDK55
117	Gavin Sebel	D-CDM74	
126	Sylvain Julia	D-CDO63 et D-CDO64	
128	Ladislav Belaval	D-CDO65 et D-CDO66	

B - Demandes de changement de destination de bâtiments soumises à réserve de la part de la commission d'urbanisme

N° d'ordre	Auteur	N° ID concertation	N° ID du dossier initial
9	Lionel Vidaillac	D-CDF38	
18	David Tricou	D-CDL20	
23	Nina Langel	D-CDM83	
79-82	Chrystel Cavaillé	D-CDE13 et D-CDE14	
93	Jacques Castelnau	D-CDI15	
118	Solange Mooney	D-CDM81	

Dans le cadre du procès-verbal de synthèse des observations émises par le public, j'ai demandé à la collectivité son avis sur chacune de ces nouvelles demandes.

C - Demandes de changement de destination de bâtiments ayant fait l'objet d'un avis défavorable de la part de la commission d'urbanisme

N° d'ordre	Auteur	N° ID concertation	N° ID du dossier initial
67-91	Epoux Ceretta	D-CDC11 et D-CDC12	
93	Jacques Castelnau	D-CDI13	

Pour chacune des observations individualisées dans ces paragraphes A, B et C, il s'agit pour leur auteur de confirmer leur demande de changement de destination « officiellement » à travers l'enquête publique.

Dans le cadre du procès-verbal de synthèse des observations émises par le public, j'ai demandé à la collectivité son avis sur chacune de ces nouvelles demandes.

3.4.2 - Demandes non individualisées dans le dossier d'enquête publique ou dans la concertation préalable

N° d'ordre	Auteur	N° de parcelle	Commune
2	Jean-Claude Valières	A642	Verfeil / Seye
6	Sylvain Blondel	L968	Caylus
8	Aude Remezy	D651	Ginals
13-47	Serge Vidaillac	D1915	Saint Antonin Noble Val
16	Baptiste Mur	E836	Ginals
17	Baptiste Mur	E292	Ginals
19-54	Michel Vanhove	M648	Caylus
20	Mathieu Castelnau	C557 et C554	Lacapelle-Livron
22	David Tricou	E133, E134 et E147	Puylagarde
24	SCI Fourmille	D1018	Ginals
25	Anne-Marie Ramond	289	Saint Projet
27	SCI Tesquet	C139 à C142	Puylagarde
28	Epoux Mouly	D0820	Puylagarde
29	SCI Fourmille	D1021 à D1025	Ginals
30	Alma Kaiser	D652	Verfeil / Seye
31	Adrien Pilatrino	D1060	Verfeil / Seye
33-106	Paulette Galan	C896	Puylagarde
34	Laurent Briot	C1614	Saint Antonin Noble Val
35	Serge Estripeau et Annie Vidaillac	B837	Puylagarde
36-107	Didier Raygade	B805	Puylagarde
39-60-66	Jean-Baptiste Carriquiry	E1054	Caylus
40-59-65	Nicole Lacassagne et Sandrine Méric	L1156	Caylus
41-58-63	Bernard Rossignol	F1146	Caylus
42	Brice Gentilhomme et Mark Roelofsen	D408	Ginals
43	Annie Cousi	H629	Caylus
44	Damien Raygade	A1110	Saint Projet
50	Odette Pourcel	B0888	Castanet
51	Jean-Pierre Raygade	B699 et B725	Saint Projet
61	Philippe Valette	Non précisée	Caylus
62	Loic Draperi	Q684	Caylus
37-64	Gilles Vidal	F1229	Caylus
68	Roger Brassac	O1789	Cazals
80	Laura Morel-Charpentier	D429	Féneyrols
83-84	Marie-Line Adell	DE328	Ginals
89	Nicolas Gaven	B140	Loze
99	Véronique Estèves	Q599	Caylus
100	Patrick Linon	B684	Saint Antonin Noble Val
101	Patrick Linon	B2418	Saint Antonin Noble Val
102	Epoux Ammour	B1143 et B1145	Loze
105	Rémi Alibert	B1146	Saint Projet

N° d'ordre	Auteur	N° de parcelle	Commune
108	Floriane Ravet	A1363	Saint Antonin Noble Val
110	Eliane Castagnet	A1363	Saint Antonin Noble Val
112	Alexis Gonin	D948	Verfeil / Seye
113	Céline Bigou	D1388	Saint Antonin Noble Val
119	Sashe Drummond et Mark Lee	D1028	Saint Antonin Noble Val
120	Sashe Drummond et Mark Lee	D1024	Saint Antonin Noble Val
121	Marie-José Aragon	A131	Saint Antonin Noble Val
123	Timothée Duclaux	Non Précisée	Varen
124	Paulette Andrieu	E823	Saint Antonin Noble Val
125	Patrick Linon	B2419	Saint Antonin Noble Val
129	Michel Loupias	OB706	Verfeil / Seye
131	Philippe Lelong	D446	Verfeil / Seye
85	Josiane Espié	B78 et B670	Ginals
86	Odette Pourcel	A878	Castanet

On peut constater qu'un nombre important de nouvelles demandes de changement de destination a été présenté qui traduit l'intérêt individuel du public pour cette modification n° 3 du PLUi.

On peut constater à la lecture du procès-verbal de synthèse des observations émises qu'une partie de ces demandes entre bien dans les objectifs fixés par la collectivité à l'occasion de cette modification et répondent aux critères établis par la doctrine de la CDPENAF de Tarn et Garonne ainsi qu'aux définitions données par le lexique national d'urbanisme.

Une autre partie de ces demandes me semblent résulter d'un effet d'aubaine de la part de leur auteur qui sans avoir d'objectif ou de projet abouti souhaitent faire acter un changement de destination pour préserver l'avenir.

Dans le cadre du procès-verbal de synthèse des observations émises par le public, j'ai demandé à la collectivité son avis sur chacune de ces nouvelles demandes.

3.4.3 - Les observations diverses

N° d'ordre	Auteur	N° de parcelle	Commune	Teneur de l'observation
71	Paul Raynal	D1199 et D1200	Cazals	Demande d'ouverture à la constructibilité de parcelles non bâties
81	Brigitte Audouard	D474	Féneyrols	Demande d'ouverture à la constructibilité d'une parcelle non bâtie

N° d'ordre	Auteur	N° de parcelle	Commune	Teneur de l'observation
130	Viviane Adell	A662 et A663	Verfeil / Seye	Demande d'ouverture à la constructibilité de parcelles non bâties
104	Franck Breil (Mecanic Moto Motoculture)	B664 et B861	Parisot	Interrogation sur classement en zone agricole des terrains sur lesquels est installée cette activité
111	Floriane Ravet	A1363, A420, A1362	Saint Antonin Noble Val	Demande de passage de ces parcelles de naturel à agricole
109	Eliane Castagnet	J29	Saint Antonin Noble Val	Demande de maintien de la constructibilité de cette parcelle
32-98	Commune de Parisot	B664	Parisot	Soutien à la demande de Monsieur Franck Breil
88	Commune de Loze	C289 et C277	Loze	Demande de rectification d'une erreur de numérotation de parcelle
76	Association ateliers ruraux de Caussebel		Féneyrols	Déception faite au rejet de sa demande de STECAL
10	Laurence Castes		Saint Antonin Noble Val	Interrogation sur l'avenir de l'association Quercy Grimpe
116	Rémi Gauthier et Christian Cazaubon respectivement président et trésorier de l'association Quercy Grimpe		Saint Antonin Noble Val	Inquiétude quant à la pérennité de l'activité si changement de destination du bâtiment hébergeant la salle de grimpe
45	Claire Vanden Abeele		Saint Antonin Noble Val	Interrogation sur l'avenir de l'association Quercy Grimpe
26	Maître Arnaud Izembard		Saint Antonin Noble Val	Opposition à la création d'un STECAL et remise en question du projet communal pour une vision trop large de l'application de l'article L151-11 du CU
115	Collectif représentant l'association Union Servanac pour la protection du site de Cayrounet		Saint Antonin Noble Val	Opposition au projet de STECAL
77-103	Pierre-Emmanuel Voinot		Féneyrols	Demande de création d'un STECAL
78	Jean-David Roockx	D80 et D798	Féneyrols	Demande d'intégration du camping des clauzels pour des changements de destination

Dans le cadre du procès-verbal de synthèse des observations émises par le public, j'ai demandé à la collectivité son avis sur chacune de ces nouvelles demandes.

3.4.4 - Les réponses apportées par la communauté de communes QRG

La communauté de communes QRG a m'a fait parvenir le 23 avril 2025 (cf. annexe 10) sa réponse à mon procès-verbal de synthèse des observations émises par le public.

Cette réponse m'est parvenue dans les délais prévus par les textes.

La communauté de communes a répondu à chacune des observations formulées et pour certaines d'entre elles portant sur plusieurs objets, sur chacun d'entre eux.

J'ai reclassé ces réponses par nature en y apportant le cas échéant mon avis.

Simple consultation du dossier pour confirmation de la demande déjà intégrée :

Il s'agit de dossiers compris dans le dossier initial soumis à enquête publique et acceptés par la collectivité.

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
11	PAPILLON Philippe et VANRAET Yolaine	Saint-Antonin-Noble-Val	Consultation du dossier sans demande de modification de celui-ci	Sans avis. Il s'agit d'une simple consultation du dossier.	Sans avis s'agissant de dossiers intégrés au dossier d'enquête.
24	SCI Fourmille	Ginals			
90	RAMOND Anne-Marie	Saint-Projet			
92	AGATHE Legendre (SCI puech maurel)	Castanet			
97	BOULPICANTE Eric	Parisot			
109	CASTAGNET Eliane	Saint-Antonin-Noble-Val			

Avis défavorable de la collectivité :

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
30	KAISER Alma	Verfeil sur Seye	Demande de changement de destination d'un bâtiment	Avis défavorable. Le bâtiment est une construction trop précaire pour devenir une habitation.	Avis partagé au regard des documents fournis.
105	ALIBERT Rémi	Saint-Projet			
8	REMEZY Aude	Ginals		Avis défavorable. La construction n'est pas couverte et close et ne peut donc pas être considérée comme un bâtiment	Dont acte.
93	CASTELNAU Jacques	Loze			
118	MOONEY Solange	Saint-Antonin- Noble-Val			Les photos fournies ne me permettent pas de formuler un avis personnel.
2	VALIERES Jean-Claude	Verfeil sur Seye			
16	MUR Baptiste	Ginals		Avis défavorable. Le bâtiment est déjà une habitation et n'a donc pas besoin d'être désigné pour devenir une habitation.	Dont acte, demandes superfétatoires.
83- 84	ADELL Marie-Line	Ginals			
34	BRIOT Laurent	Saint-Antonin- Noble-Val		Avis défavorable. Le bâtiment est trop petit, contribue au mitage de l'espace naturel et est trop exposé au risque de feu de forêt	Avis partagé par le CE au vu des photos.
39- 60- 66	CARRIQUIRY Jean-Baptiste	Caylus		Avis défavorable. Le bâtiment ne peut pas être desservi par le réseau d'eau potable.	Dont acte.
12	LONGAGNE Vincent	Saint-Antonin- Noble-Val			
40- 59- 65	LACASSAGNE Nicole et MERIC Sandrine	Caylus			
100 - 101 - 125	LINON Patrick	Saint-Antonin- Noble-Val		Avis défavorable. Le bâtiment est situé en zone urbaine (U) où le changement de destination pour l'habitation est déjà autorisé.	Dont acte. Demandes superfétatoires.
120	DRUMMOND Sasha et LEE Mark	Saint-Antonin- Noble-Val			
124	ANDRIEU	Saint-Antonin-			

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
	Paulette	Noble-Val			
129	LOUPIAS Michel	Verfeil sur Seye			
110	CASTAGNET Eliane	Saint-Antonin-Noble-Val		Avis défavorable. En l'absence de dossier présentant le projet et de photos du bâtiment, la recevabilité de la demande au regard des critères de l'article L151-11-2 du CU ne peut pas être évaluée.	Avis partagé, il appartiendra aux pétitionnaires de formuler une nouvelle demande en fournissant un dossier recevable.
113	BIGOU Céline	Saint-Antonin-Noble-Val			
123	DUCLAUX Thimothée	Varen			

Avis favorable de la collectivité :

Il s'agit de nouvelles demandes auxquelles la collectivité est favorable.

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
1	GRATEAU Maxime et HU Mathilde	Lacapelle-Livron	Demande de changement de destination d'un bâtiment	Avis favorable, sans observations particulières.	Dont acte, avis partagés par le CE, projets cohérents avec les objectifs recherchés par la collectivité et me semblant au vu des photos fournies répondre aux critères de bâtiment.
3	SCHIELE LATAPIE Sandrine	Saint-Antonin-Noble-Val			
4	JULLIE Sarah	Ginals			
5	CARAISCO Andréas	Laguépie			
6	BLONDET Sylvain	Caylus			
7	GRELIN Marion	Ginals			
8	REMEZY Aude	Ginals			
9	VIDAILLAC Lionel	Ginals			
14-122	NIEMIETZ Françoise et Bernhard	Saint-Antonin-Noble-Val			
15	CRIADO-BRAU Jean-Christophe	Varen			

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
17	MUR Baptiste	Ginals			
19-54	VANHOVE Michel	Caylus			
20	CASTELNAU Mathieu	Lacapelle-Livron			
21	JOURDAN Mathieu	Caylus			
23	LANGEL Nina	Saint-Antonin-Noble-Val			
24	SCI Fourmille	Ginals			
25	RAMON Anne-Marie	Saint-Projet			
28	MOULY Cyndie et Clément	Puylagarde			
33-106	GALAN Paulette	Puylagarde			
35	ESTRIPEAU Serge	Puylagarde			
36-107	RAYGADE Didier	Puylagarde			
37-64	VIDAL Gilles	Caylus			
38-127	BASCOU Sophie	Castanet			
41-58-63	ROSSIGNOL Bernard	Caylus			
46-114	MERCIE Paulin	Saint-Antonin-Noble-Val			
50	POUCEL Odette	Castanet			
51	RAYGADE Jean-Pierre	Saint-Projet			
52-53	COUDERC Claude	Caylus			
55	ROSSIGNOL Patrice	Caylus			
56	SAHUN Sébastien et Séverine	Caylus			
57	COUSI Vincent	Caylus			

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
61	VALETTE Philippe	Caylus			
62	DRAPERI Loïc	Caylus			
67- 91	CERETTA Ghislain et Marie-José	Cazals			
68	BRASSAC Roger	Cazals			
69	MICHELLITO Régis	Cazals			
70	CHALON Nathalie	Cazals			
72- 73- 74	ANDRIEU Yves et ESCAFFRE Ginette	Espinas			
75	FRAYSSINET André	Féneyrols			
80	MOREL- CHARPENTIER Laura	Féneyrols			
85	ESPIE Josiane	Ginals			
86	POURCEL Odette	Castanet			
87- 89	GAVEN Nicolas	Loze			
93	CASTELNAU Jacques	Loze			
94	SCI Atelier des rêves	Parisot			
95	CUTIER Catherine	Puylagarde			
96	JOUSSET Catherine	Parisot			
99	ESTEVE Véronique	Caylus			
102	AMMOUR Abib et Guénola	Loze			
108	RAVET Floriane	Saint-Antonin- Noble-Val			
112	GONIN Alexis	Verfeil sur Seye			

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
117	SEBEL Gavin	Saint-Antonin- Noble-Val			
118	MOONEY Solange	Saint-Antonin- Noble-Val			
126	JULIA Sylvain	Varen			
128	BELAVAL Ladislas	Varen			
131	LELONG Philippe	Verfeil sur Seye			
31	PILATRINO Adrien	Verfeil sur Seye	Contestation de la Suppression d'un changement de destination (CDP6) et demande de changement de destination de trois bâtiments	Avis favorable. Une désignation générale (CDP6) s'applique déjà au PLUi sur ce lieu-dit, mais est trop indistincte pour être applicable en droit des sols. Trois bâtiments constitutifs de cet ancien corps de ferme seront désignés conformément à ce qui est formulé dans la demande.	Avis partagés par le CE, projets cohérents avec les objectifs recherchés par la collectivité et me semblant au vu des photos fournies répondre aux critères de bâtiment.
42	GENTILHOMME Brice	Ginals	Demande de changement de destination de trois bâtiments	Avis favorable. Une désignation générale (CDF1) s'applique déjà au PLUi sur ce lieu-dit, mais est trop indistincte pour être applicable en droit des sols. Trois bâtiments constitutifs de cet ancien corps de ferme seront désignés (four à pain, grange et garage) conformément à ce qui est formulé dans la demande.	
43	GRIMAL Annie	Caylus	Contestation de la suppression d'un changement de destination (CDB3)	Avis favorable. Une servitude de passage sur la parcelle H0624 permet la desserte en eau potable de l'unité foncière et sous réserve que le compteur d'eau soit placé sur la parcelle H0624 en limite de voie publique. La désignation CDB3 sera maintenue dans le PLUi.	
119	DRUMMOND Sasha et LEE Mark	Saint-Antonin- Noble-Val	Demande de changement de destination d'un bâtiment	Avis favorable. Du fait d'une erreur de cadastre, le bâtiment n'est pas localisé sur la parcelle D1023 mais sur la parcelle D1024 qui est en zone naturelle (N)	Dont acte, pas d'avis à formuler.
121	ARAGON José	Saint-Antonin- Noble-Val		Avis favorable. L'acte d'urbanisme ayant autorisé	

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
				cette construction la destine à un « relais de chasse » ne devant pas servir d'habitation. Le changement de destination est donc nécessaire.	Avis partagés par le CE.
13-47	VIDAILLAC Serge	Saint-Antonin-Noble-Val		Avis favorable sous réserve que le compteur d'eau potable soit posé sur la parcelle D1916	
18-22	TRICOU David	Puylagarde		Avis favorable sous réserve de validation du devis pour l'alimentation en eau potable par la parcelle E0862, au sud de l'unité foncière.	
20	CASTELNAU Mathieu	Lacapelle-Livron		Avis favorable sous réserve que le compteur d'eau potable soit posé sur la parcelle C0550, sans nécessité de renforcement de réseau	
48-49	LEBLANC Bertrand	Saint-Antonin-Noble-Val	Contestation de la suppression d'un changement de destination (CDM15)	Avis favorable au maintien de la désignation CDM15 sous réserve que l'unité foncière soit desservie en eau potable par la parcelle D1904.	
79-82	CAVILLE Chrystel	Féneyrols	Demande de changement de destination de bâtiments	Avis favorable sous réserve que la desserte en eau potable soit assurée par la partie sud de l'unité foncière et non par le chemin d'accès.	

Observations présentées durant l'enquête mais concernant des projets ne relevant pas de cette modification :

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
71	RAYNAL Paul	Cazals	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone résidentielle	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	Avis partagé.
10	M. CASTES et MME DUGES	Saint-Antonin-Noble-Val	Inquiétude sur le devenir de la salle de grimpe	Sans avis car sans objet dans le cadre de la présente évolution du	Avis partagé.

45	VANDEN ABEELE Claire	Saint-Antonin- Noble-Val	Inquiétude sur le devenir de la salle de grimpe	PLUi. Le projet de STECAL « tourisme » sur le site de CAYROUNET a été retiré de la modification n°3.	
116	Association Quercy Grimpe	Saint-Antonin- Noble-Val	Inquiétude sur le devenir de la salle de grimpe		
26- 115	UNION SERVANAC POUR LA PROTECTION DU SITE DE CAYROUNET	Saint-Antonin- Noble-Val	Interrogations sur le changement de destination des bâtiment du lieu-dit Cayrounet	<p>Avis défavorable et maintien des changements de destination des bâtiments sur ce lieu-dit avec la destination « <i>habitation</i> ». Le hangar recevra la destination « <i>équipement sportif</i> » en lien avec son usage actuel.</p> <p>Le changement de destination des bâtiments au lieu-dit Cayrounet est justifié par la nécessité de répondre aux besoins en logements du territoire sans consommer d'espace naturel, agricole ou forestier (application du « Zéro Artificialisation Nette »).</p> <p>L'autorité environnementale a dispensé d'évaluation environnementale la modification n°3 du PLUi, incluant tous les nouveaux changements de destination, y compris ceux du lieu-dit Cayrounet, en raison de l'absence d'impacts notables du projet sur l'environnement et sur la santé humaine.</p> <p>La Chambre d'Agriculture du Tarn-et-Garonne n'a pas émis d'observations sur le nombre de nouveaux changements de destinations autorisés et sur la méthode utilisée.</p> <p>Les demandes de permis de construire pour le changement de</p>	<p>Avis partagé sur l'ensemble de la motivation.</p> <p>Une attention particulière devra être portée aux demandes d'autorisations d'urbanisme qui seront déposées sur ce secteur afin de concilier les objectifs recherchés par la collectivité avec l'activité agricole et la préservation de l'environnement ainsi qu'avec d'éventuels projets éco-touristiques.</p>

				destination de ces bâtiments seront soumis à l'avis conforme de la CDPENAF qui évaluera leur impact sur l'activité agricole.	
27	TESQUET Muriel	Puylagarde	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone économique	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi. Cette demande pourra être traitée en tant qu'erreur matérielle dans une procédure spécifique de modification simplifiée du document d'urbanisme.	Avis partagé.
29	SCI Fourmille	Ginals	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone économique	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	
31	PILATRINO Adrien	Verfeil sur Seye	Demande de modification du zonage pour la diminution de la limite de la zone inondable	Avis défavorable. La limite de la zone inondable reportée sur les documents graphiques du PLUi est définie par le Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de la rivière Aveyron. Ce document est réalisé par l'Etat et sa réglementation s'impose en tant que servitude d'utilité publique. La CCQRGA ne peut pas le modifier.	
32	Mairie de Parisot	Parisot	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone économique	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	
44	RAYGADE Damien	Saint-Projet	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone résidentielle	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	
76	Association LARC (Les Ateliers Ruraux de Caussebel)	Féneyrols	Consultation du dossier, avec regret du retrait de l'objet n°3 « création d'un écohomeau à Féneyrols » et maintien de la demande de création d'un STECAL résidentiel dédié à cet objet.	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi. Cette demande pourra être traitée dans le cadre d'une modification n°4 du document d'urbanisme.	Avis partagé sur l'ensemble de la motivation. Une attention particulière devra être portée aux demandes d'autorisations d'urbanisme qui seront déposées sur ce secteur afin de concilier les objectifs recherchés par la
77-103	VOINOT Pierre-Emmanuel	Féneyrols	Demande de création d'un STECAL touristique	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente	

				évolution du PLUi.	
78	ROOCKX Jean-David	Féneyrols	Demande de création d'un STECAL touristique	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	collectivité avec l'activité agricole et la préservation de l'environnement.
81	AUDOUARD Brigitte	Féneyrols	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone résidentielle	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	
104	BREIL Franck	Parisot	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone économique	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	Avis partagé mais demandes compréhensibles pour la création ou la pérennisation d'une activité commerciale ou agricole
111	RAVET Floriane	Saint-Antonin- Noble-Val	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone agricole	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	
121	ARAGON José	Saint-Antonin- Noble-Val	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone touristique	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	Avis partagé
130	ADELL Viviane	Verfeil sur Seye	Demande de modification du zonage pour la création d'une zone résidentielle	Avis défavorable car sans objet dans le cadre de la présente évolution du PLUi.	

Observations diverses :

N°	DÉPOSITAIRE	COMMUNE	NATURE DE L'OBSERVATION	AVIS DE LA COLLECTIVITÉ	AVIS DU CE
88	Commune de Loze	Loze	Observations de forme (erreurs de numéros de parcelles)	Ces erreurs seront corrigées	Dont acte, pas d'avis à formuler par le CE.
98	Commune de Parisot	Parisot	Engagement pour le financement de l'extension du réseau AEP destiné à desservir la construction située sur la parcelle	Avis défavorable. Le bâtiment est situé à plus de 100 mètres du réseau d'eau potable. Le financement ne peut pas être pris en charge par la commune de Parisot. Par ailleurs, Mme Geneviève VACHAL n'a pas exprimé de demande lors de l'enquête publique.	

Globalement les avis formulés par la communauté de communes QRGa me paraissent traduire les objectifs définis par la collectivité pour cette modification n° 3 du PLUi et respectent les conditions du CU pour des changements de destination.

Mes conclusions et avis concernant la modification n° 3 du PLUi, objet de la présente enquête font l'objet d'une partie 2, dissociée physiquement du présent rapport.

Le présent rapport, présenté en 2 volumes distincts, est établi en 2 exemplaires originaux, l'un à destination de la communauté de communes QRGa en sa qualité d'autorité organisatrice, l'autre à destination du tribunal administratif de Toulouse.

A Rodez, le 29 avril 2025
Le commissaire enquêteur



Jean-Louis Bastide

4 - GLOSSAIRE

CC = communauté de communes.

CDPENAF = commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers.

CE = code de l'environnement.

CU = code de l'urbanisme.

DDT = direction départementale des territoires.

MRAe = mission régionale d'autorité environnementale.

PETR = Pôle d'équilibre territorial et rural.

PLUi = plan local d'urbanisme intercommunal.

PPA = personnes publiques associées.

QRGA = Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron.

STECAL = secteur de taille et de capacité d'accueil limités.

5 - ANNEXES

Annexe 1 : Arrêté de Mr le président de la communauté de communes QRGa engageant la modification n°3 du PLUi du 27 juin 2024

Annexe 2 : Arrêté de Mr le président de la communauté de communes QRGa du 5 février 2025 portant ouverture de l'enquête publique

Annexe 3 : Décision en date du 17 janvier 2025, de Mr le président par interim du tribunal administratif de Toulouse me désignant en qualité de commissaire enquêteur

Annexe 4 : Publications dans la presse

Annexe 5 : Affichages en mairies

Annexe 6 : Avis d'information publié sur le site internet de la communauté de communes



Annexe 7 : Procès-verbal de synthèse des observations émises par le public (volume 2)

Annexe 8 : Récépissé de remise du procès-verbal de synthèse (volume 2)

Annexe 9 : Mémoire en réponse du porteur de projet (volume 2)

Annexe 10 : Courriel de réception du mémoire en réponse de la communauté de communes QRGa (volume 2)

Annexe 1

<div style="border: 1px solid black; padding: 5px; margin-bottom: 10px;"> AR Prefecture <small>082-248280407-20240627-2024_09-AR Reçu le 27/06/2024</small> </div> <div style="text-align: center;">   </div>	<div style="text-align: right; margin-bottom: 20px;">2024_09</div> <div style="text-align: center; margin-bottom: 20px;"> ARRÊTÉ DU 27 JUIN 2024, ENGAGEANT LA MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL VALANT PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT </div> <p>Le Président de la Communauté de Communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (CCQRGA),</p> <p>Vu l'article L153-41 du Code de l'Urbanisme, définissant le cadre de la procédure de modification dite « de droit commun » du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) ;</p> <p>Vu l'article L153-37 du Code de l'Urbanisme, disposant que « <i>la procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale qui établit le projet de modification</i> » ;</p> <p>Vu l'article L103-3 du Code de l'Urbanisme disposant que « <i>lorsqu'une concertation est organisée alors qu'elle n'est pas obligatoire, les objectifs poursuivis et les modalités de la concertation peuvent être précisés par le président de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public compétent</i> ».</p> <p>Considérant les propositions et avis formulés par la commission urbanisme QRGA ;</p> <p>Considérant l'intérêt de faire évoluer le document d'urbanisme pour répondre aux besoins en logements et locaux d'activités sur le territoire, pour encadrer le développement des activités et hébergements touristiques dans l'espace rural et accueillir de nouvelles populations ;</p> <p style="text-align: center; margin: 20px 0;"><u>ARRÊTE</u></p> <p>ARTICLE 1 : la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme intercommunal de la CCQRGA est engagée à partir de la date du présent arrêté.</p> <p>ARTICLE 2 : cette modification comporte les objets suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Actualiser la liste des bâtiments pouvant changer de destination - préciser l'implantation des hébergements et activités touristiques dans l'espace rural - autoriser la création d'un éco-hameau sur la commune de Feneyrols <p>ARTICLE 3 : une concertation facultative est organisée. Celle-ci a pour objectif de compléter le dispositif de l'enquête publique, en recueillant en amont les observations et propositions pour les transmettre au commissaire enquêteur.</p> <p>Les modalités d'organisation de cette concertation sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - ouverture d'un espace d'information sur le site Internet de la CCQRGA et mise à disposition des documents d'étude finalisés sur cet espace ; <div style="margin-top: 40px;"> <p style="color: #4F81BD;">Siège administratif</p> <p>23 place de l'hôtel de ville BP 30 - 82140 Saint-Antonin-Noble-Val 05 63 30 67 01 contact@cc-qrga.fr www.cc-qrga.fr</p> </div> <div style="text-align: right; margin-top: 20px;">  </div>
---	---

AR Prefecture

082-248200107-20240627-2024_09-AR
Reçu le 27/06/2024

- enregistrement et conservation des observations et propositions par le service urbanisme ;
- transmission de ces éléments au commissaire enquêteur lors du bilan de la concertation.

ARTICLE 4 : le projet de modification sera notifié aux personnes associées mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du Code de l'Urbanisme afin de recueillir leur avis.

ARTICLE 5 : le présent arrêté sera affiché au siège de la CCQRGA à Saint-Antonin-Noble-Val et dans les mairies des communes membres pendant un mois.

ARTICLE 6 : le présent arrêté sera adressé :

- à Monsieur le Préfet du département du Tarn-et-Garonne
- à Monsieur le Préfet du département du Tarn
- aux Maires des communes membres de la CCQRGA

Le Président,



Gilles BONSANG

Annexe 2



ARRÊTÉ PORTANT OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET DE MODIFICATION N°3 DU PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES QUERCY, ROUERGUE ET GORGES DE L'AVEYRON

Le Président de la Communauté de Communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (CCQRGBA),

Vu les articles L.153-36 et L.153-41 du code de l'urbanisme ;

Vu l'arrêté du Président de la CCQRGBA engageant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en date du 27 juin 2024 ;

Vu les avis des personnes publiques associées consultées en application de l'article L153-40 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels, Agricoles et Forestiers (CDPENAF) du Tarn-et-Garonne en date du 25 septembre 2024 ;

Vu la décision de Monsieur le Préfet du Tarn-et-Garonne sur la demande de dérogation à la règle d'urbanisation limitée en date du 7 octobre 2024 ;

Vu la décision n° 2024ACO212 de dispense à évaluation environnementale, après examen au cas par cas en application de l'article R. 104-28 du code de l'urbanisme, formulée par la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) d'Occitanie en date du 30 décembre 2024 ;

Vu les articles L123-2-I-4 et R123-9 du code de l'environnement ;

Vu la décision n°E25000004/31 du tribunal administratif de Toulouse en date du 17 janvier 2025, désignant Monsieur Jean-Louis BASTIDE en qualité de Commissaire Enquêteur ;

Vu le dossier d'enquête publique ;

Vu les observations recueillies dans le cadre de la concertation préalable en application de l'article L121-16 du code de l'environnement ;

Après concertation avec Monsieur le Commissaire Enquêteur,

ARRÊTÉ

ARTICLE 1 : OBJET DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Il est procédé sur le périmètre de la CCQRGBA à une enquête publique afin d'assurer l'information et la participation du public et de recueillir ses observations, propositions, appréciations, suggestions et contre-propositions relatives à la modification n°3 du PLUi.

Siège administratif

23 place de l'hôtel de ville | BP 30 - 82140 Saint-Antonin-Noble-Val
05 63 30 67 01 | contact@cco-qrga.fr | www.cco-qrga.fr



L'évolution du document d'urbanisme est décidée afin d'actualiser la liste des bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole et naturelle du PLUi sans porter atteinte aux orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables arrêté le 28 juin 2016.

ARTICLE 2 : DÉCISION ADOPTÉE A L'ISSUE DE L'ENQUÊTE

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire de la CCQRGA, autorité compétente pour modifier le PLUi, approuvera par délibération le nouveau document d'urbanisme.

ARTICLE 3 : DATE ET DURÉE DE L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Cette enquête publique sera ouverte pendant une durée de 31 jours consécutifs **du lundi 3 mars 2025 à 14h00 au jeudi 3 avril 2025 à 12h00**. Le siège de l'enquête est fixé au siège de la Communauté de Communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron, 23 place de la mairie, BP 30, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val.

Le Commissaire Enquêteur peut, après information de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, prolonger celle-ci pour une durée maximale de 15 jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L.123-10 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 4 : CONSULTATION DU DOSSIER

Dans chaque lieu d'enquête, le dossier d'enquête publique peut être consulté aux horaires habituels d'ouverture et sera accompagné d'un registre à feuillets non mobiles, ouvert, côté et paraphé par le Commissaire Enquêteur.

Le public pourra consulter le dossier d'enquête publique dans les lieux suivants :

- Sous format papier au siège de l'enquête publique :
 - Communauté de Communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron, 23 place de la mairie, BP 30, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val ;
- Sous format papier dans les mairies des communes aux adresses suivantes :
 - Castanet : mairie, 5 rue de la mairie, 82 160 Castanet
 - Caylus : mairie, 3 place de la halle, 82 160 Caylus
 - Cazals : mairie, 2 Place de la mairie, 82 140 Cazals
 - Espinas : mairie, 98 avenue de l'ormeau, 82 160 Espinas
 - Féneyrols : mairie, 418 rue Falguières, 82 140 Féneyrols
 - Ginals : mairie, 1 Place de Lardailié, 82 330 Ginals
 - Lacapelle-Livron : mairie, 1 place de la mairie, 82 160 Lacapelle-Livron
 - Laguëpie : mairie, 2 rue de la mairie, 82 250 Laguëpie

Siège administratif

23 place de l'hôtel de ville | BP 30 - 82140 Saint-Antonin-Noble-Val
05 63 30 67 01 | contact@cc-qrga.fr | www.cc-qrga.fr



- Loze : mairie, 1 place de la mairie, 82 160 Loze
- Montrosier : mairie, 1 place de la mairie, 81 170 Montrosier
- Mouillac : mairie, 1 place Michel-Lejeaille, 82 160 Mouillac
- Parisot : mairie, 6 place de la mairie, 82 160 Parisot
- Puylagarde : mairie, 12 place de la mairie, 82 160 Puylagarde
- Saint-Antonin-Noble-Val : mairie, 23 place de la mairie, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val
- Saint-Projet : mairie, 48 rue de la mairie, 82 160 Saint-Projet
- Varen : mairie, 31 rue de la mairie, 82 330 Varen
- Verfeil-sur-Seye : mairie, 2 place de la mairie, 82 330 Verfeil-sur-Seye

- Sous format dématérialisé sur le site Internet de la Communauté de Communes, à l'adresse www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui, ou sur un poste informatique mis à disposition au siège de la Communauté de Communes QRGa.

ARTICLE 5 : TRANSMISSION DU DOSSIER

Toute personne pourra, à sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la CCQARGA, dès la publication de l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER

Le dossier soumis à enquête publique comprend :

- Volume 1 : une notice de présentation contenant l'exposé des objectifs et des motifs de la procédure, ainsi que les modifications apportées au document d'urbanisme.
- Volume 2 : les avis émis par les personnes associées, par la CDPENAF du Tarn-et-Garonne ainsi que la décision de Madame la Préfète du Tarn-et-Garonne sur la dérogation à la règle d'urbanisation limitée, portant sur le dossier initial de modification du PLUi.
- Volume 3 : la décision de dispense d'évaluation environnementale par la MRAE d'Occitanie.
- Volume 4 : le bilan de la concertation préalable définie à l'article L121-16 du code de l'urbanisme.
- Volume 5 : la mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet de modification n°3 du PLUi, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'approbation.

Siège administratif

23 place de l'hôtel de ville | BP 30 - 82140 Saint-Antonin-Noble-Val
05 63 30 67 01 | contact@cc-qrga.fr | www.cc-qrga.fr



ARTICLE 7 : PRÉSENTATION DES OBSERVATIONS

Le public pourra consigner ses observations, propositions, appréciations et contre-propositions :

- Par écrit sur les registres d'enquête publique ouverts dans les 17 mairies des communes membres de la CCQRGA ainsi qu'au siège de la CCQRGA à Saint Antonin-Noble-Val.
- Par courrier postal adressé à Monsieur le Commissaire Enquêteur, Communauté de Communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron, service urbanisme, 23 place de la mairie, BP30, 82 140 Saint-Antonin-Noble-Val.
- Par courrier électronique envoyé à l'adresse enquete-publique-modification3-plui@cc-qrga.fr. Les observations reçues sur cette boîte mail seront mises en ligne sur le site Internet de la CCQRGA à l'adresse www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui et dans les meilleurs délais.

ARTICLE 8 : DÉSIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Par décision n°E25000004/31 du tribunal administratif de Toulouse en date du 17 janvier 2025, Monsieur Jean-Louis BASTIDE, retraité de la fonction publique territoriale, a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur en vue de procéder à cette enquête publique.

ARTICLE 9 : PERMANENCES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

Monsieur le Commissaire Enquêteur se tiendra à la disposition du public pour recevoir les observations écrites et/ou orales, ainsi que les propositions et contre-propositions dans les lieux, aux jours et horaires suivants :

- à Caylus le lundi 3 mars 2025 de 14h00 à 17h00 en mairie,
- à Parisot le jeudi 13 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Laguéprie le jeudi 20 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Varen le vendredi 28 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Saint-Antonin-Noble-Val le jeudi 3 avril 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie.

ARTICLE 10 : MESURES DE PUBLICITÉ

Un avis sera inséré, par les soins de la CCQRGA, au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête publique, et sera rappelé dans les huit premiers jours de l'enquête dans les journaux suivants :

- La Dépêche du Midi (édition du Tarn-et-Garonne)
- Le Petit Journal (édition du Tarn-et-Garonne)
- La Dépêche du Midi (édition du Tarn)
- Le Tarn Libre (édition du Tarn)

Siège administratif

23 place de l'hôtel de ville | BP 30 - 82140 Saint-Antonin-Noble-Val
05 63 30 67 01 | contact@cc-qrga.fr | www.cc-qrga.fr



Cet avis sera également publié par voie d'affiches, et éventuellement par tout autre procédé, au moins quinze jours avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci au siège de la CCQRGA, dans les mairies des 17 communes membres de la CCQRGA ainsi qu'en tout lieu utile pour la bonne information du public.

En outre, cet avis sera publié sur le site Internet de la CCQRGA, au moins 15 jours avant l'ouverture de l'enquête et pendant la durée de celle-ci, à l'adresse www.cc-qrga.fr/avis-enquete-publique-modification3-plui.

ARTICLE 11 : RAPPORT ET CONCLUSIONS MOTIVÉES DU COMMISSAIRE ENQUÊTEUR

A l'expiration de l'enquête, les registres d'enquête seront mis à la disposition du Commissaire Enquêteur sans délai et clos par celui-ci.

Dès réception des registres et des documents annexés, le Commissaire Enquêteur rencontrera, dans un délai de 8 jours, la CCQRGA, maître d'ouvrage du projet, et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le responsable du projet disposera d'un délai de 15 jours pour produire ses observations en précisant si elles sont favorables, défavorables sous réserves ou défavorables au projet.

A l'issue de l'enquête, le commissaire enquêteur disposera d'un délai d'un mois pour remettre son rapport ainsi que ses conclusions et avis motivés. Ces documents seront tenus à la disposition du public pendant un an :

- Sous format papier dans les lieux où s'est déroulée l'enquête publique à savoir :
 - au siège de la Communauté de Communes QRGA à Saint-Antonin-Noble-Val
 - dans les mairies des 17 communes membres de la CCQRGA
- Sous format papier dans les préfectures du Tarn et du Tarn-et-Garonne
- Sous format dématérialisé sur le site internet de la Communauté de Communes QRGA , à l'adresse www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui

ARTICLE 12 : INFORMATIONS RELATIVES A L'ENQUÊTE

Toute information relative à l'enquête publique peut être recueillie auprès de la CCQRGA, service urbanisme, 23 place de la mairie, 82140 Saint Antonin-Noble-Val.

Téléphone : 05.63.30.67.01

Courriel : urbanisme@cc-qrga.fr

Siège administratif

23 place de l'hôtel de ville | BP 30 - 82140 Saint-Antonin-Noble-Val
05 63 30 67 01 | contact@cc-qrga.fr | www.cc-qrga.fr



ARTICLE 13 : NOTIFICATION ET TRANSMISSION DU PRÉSENT ARRÊTÉ

Le Président de la CCQGA est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera transmis :

- à Monsieur le Commissaire Enquêteur en charge de l'enquête publique
- à Monsieur le Préfet du Tarn-et-Garonne
- à Monsieur le Préfet du Tarn
- à Monsieur le Président du tribunal administratif de Toulouse
- aux Maires des communes membres de la CCQGA

A Saint-Antonin-Noble-Val
le 5 février 2025

Le Président,
Gilles BONSANG



Siège administratif

23 place de l'hôtel de ville | BP 30 - 82140 Saint-Antonin-Noble-Val
05 63 30 67 01 | contact@cc-qrga.fr | www.cc-qrga.fr



Annexe 3

DECISION DU
17/01/2025

N° E25000004 /31

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE TOULOUSE

La présidente du tribunal administratif

E- Décision désignation commission ou commissaire du 17/01/2025

Vu enregistrée le 14/01/2025, la lettre par laquelle Monsieur le Président de la communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet :

la modification n° 3 du plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de la communauté de Commune Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2025 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Louis BASTIDE est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Monsieur Christian VERGNES est désigné en qualité de commissaire enquêteur suppléant pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 3 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Président de la communauté de communes Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron, à Monsieur Jean-Louis BASTIDE et à Monsieur Christian VERGNES.

Fait à Toulouse, le 17/01/2025

Le président par-intérim

Philippe GRIMAUD



Annexe 4



JOURNAL HABILITÉ À PUBLIER LES ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES
Aude - Ariège - Aveyron - Gers - Toulousain - Comminges - Landes - Lot-et-Garonne
Lot - Hérault - Hautes-Pyrénées - Pyrénées-Orientales - Tarn-et-Garonne

1300, Av. d'Ardis - BP 386 - 82003 MONTAUBAN - Tél. 05 63 20 80 00 - Fax. 05 63 20 80 01 - legale@lepetitjournal.net - marches-publics@lepetitjournal.net

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Référence annonce : LPJ161612, N°57688
Nom du support : Le Petit Journal - Tarn et Garonne
Département : 82
Date de parution : 11/02/2025
Objet : Enquêtes publiques / Enquête publique

Cette attestation est produite, sous réserve d'incidents techniques et/ou de cas de force majeure.

Le 10 Février 2025



Bon pour accord



JOURNAL HABILITÉ À PUBLIER LES ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES
Aude - Ariège - Aveyron - Gers - Toulousain - Comminges - Landes - Lot-et-Garonne
Lot - Hérault - Hautes-Pyrénées - Pyrénées-Orientales - Tarn-et-Garonne

1300, Av. d'Ardis - BP 386 - 82003 MONTAUBAN - Tél. 05 63 20 80 00 - Fax. 05 63 20 80 01 - legale@lepetitjournal.net - marches-publics@lepetitjournal.net

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Référence annonce : LPJ161613, N°57689
Nom du support : Le Petit Journal - Tarn et Garonne
Département : 82
Date de parution : 04/03/2025
Objet : Enquêtes publiques / Enquête publique

Cette attestation est produite, sous réserve d'incidents techniques et/ou de cas de force majeure.

Le 10 Février 2025



Bon pour accord



Vie des sociétés & Ventes aux enchères : 05.62.11.37.37
Marchés publics & Enquêtes publiques : 04.67.07.89.53

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Réf : LDDM495512, N°202885) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Edition : **La Dépêche Dimanche - 82**

Date de parution : 16/02/2025

Coût de l'annonce :

Parution	686,66 € HT
Justificatif(s) additionnel(s)	2,80 € HT
Frais techniques	10,00 € HT
Montant TVA :	139,89 €
Total TTC :	839,35 €

Fait à Toulouse, le 10 Février 2025

Le Gérant

Jean-Benoît BAYLET



Vie des sociétés & Ventes aux enchères : 05.62.11.37.37
Marchés publics & Enquêtes publiques : 04.67.07.89.53

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Réf : LDDM495513, N°202886) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Edition : **La Dépêche Du Midi - 82**

Date de parution : 08/03/2025

Coût de l'annonce :

Parution	686,66 € HT
Justificatif(s) additionnel(s)	2,80 € HT
Frais techniques	10,00 € HT
Montant TVA :	139,89 €
Total TTC :	839,35 €

Fait à Toulouse, le 10 Février 2025

Le Gérant

Jean-Benoît BAYLET



Vie des sociétés & Ventes aux enchères : 05.62.11.37.37
Marchés publics & Enquêtes publiques : 04.67.07.68.53

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Réf : LDDM495511, N°202884) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Edition : **La Dépêche Dimanche - 81**

Date de parution : 16/02/2025

Coût de l'annonce :

Parution	686,66 € HT
Justificatif(s) additionnel(s)	2,80 € HT
Frais techniques	10,00 € HT
Montant TVA :	139,89 €
Total TTC :	839,35 €

Fait à Toulouse, le 10 Février 2025

Le Gérant

Jean-Benoît BAYLET



Vie des sociétés & Ventes aux enchères : 05.62.11.37.37
Marchés publics & Enquêtes publiques : 04.67.07.68.53

ATTESTATION DE PARUTION

Cette annonce (Réf : LDDM495524, N°202888) est commandée pour paraître, sous réserve de conformité à son usage, dans :

Edition : **La Dépêche Du Midi - 81**

Date de parution : 08/03/2025

Coût de l'annonce :

Parution	686,66 € HT
Justificatif(s) additionnel(s)	2,80 € HT
Frais techniques	10,00 € HT
Montant TVA :	139,89 €
Total TTC :	839,35 €

Fait à Toulouse, le 10 Février 2025

Le Gérant

Jean-Benoît BAYLET



IMPRIMERIE COOPÉRATIVE DU SUD-OUEST - LE TARN LIBRE
Rue Alain-Colas - BP 24 - 81027 ALBI Cedex 9
Tél. 05 63 48 75 48
www.letarnlibre.com

ATTESTATION DE PARUTION

Albi, le 11 février 2025

PARUTION :

Département : 81

Journal : TARN LIBRE

Date de parution : 14 février 2025

Référence n°L2500068

ENQUETES PUBLIQUES

Cette annonce est commandée pour paraître sous réserve de conformité à son usage.
Cette attestation est produite, sous réserve d'incidents techniques et/ou de cas de force majeure.

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Communauté de Communes du
Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron
(CCQRGA)

Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

La CCQRGA informe qu'il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°3 du PLUi pour une durée de 31 jours consécutifs du lundi 3 mars 2025 à 14h00 au jeudi 3 avril 2025 à 12 heures. Le siège de l'enquête publique est fixé au siège de la CCQRGA, 23 place de la mairie, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val.

Le projet de modification a pour objet l'actualisation de la liste des bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole et naturelle du PLUi.

Par décision n° 2024ACC212, l'Autorité Environnementale d'Occitanie a dispensé d'évaluation environnementale le présent projet de modification du PLUi.

Par décision n°E25000004/31 du Tribunal Administratif de Toulouse, Monsieur Jean-Louis BASTIDE a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le dossier pourra être consulté sur format papier dans les lieux d'enquête suivants et aux horaires habituels d'ouverture durant la période d'enquête publique :

- CCQRGA, 23 place de la mairie, 82 140 Saint-Antonin-Noble-Val ;
- Mairie de Castanet (82)
- Mairie de Caylus (82)
- Mairie de Cazals (82)
- Mairie d'Espinas (82)
- Mairie de Féneyrols (82)
- Mairie de Ginals (82)
- Mairie de Lacapelle-Livron (82)
- Mairie de Lagupérie (82)
- Mairie de Loze (82)
- Mairie de Montrozier (81)
- Mairie de Mouillac (82)
- Mairie de Parisot (82)
- Mairie de Puylagarde (82)
- Mairie de Saint-Antonin-Noble-Val (82)
- Mairie de Saint-Projet (82)
- Mairie de Varen (82)
- Mairie de Verfeil-sur-Seye (82)

Le dossier d'enquête pourra également être consulté sous format dématérialisé sur un poste informatique mis à disposition au siège de la CCQRGA, ainsi que sur le site internet de la CCQRGA, à l'adresse suivante : www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui.

Monsieur Jean-Louis BASTIDE se tiendra à la disposition du public afin de recevoir ses observations, propositions, appréciations et contre-propositions :

- à Caylus le lundi 3 mars 2025 de 14h00

- à 17h00 en mairie,
- à Parisot le jeudi 13 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Lagupérie le jeudi 20 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Varen le vendredi 28 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Saint-Antonin-Noble-Val le jeudi 3 avril 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie.

Le public pourra également consigner ses observations sur le registre d'enquête papier mis à disposition dans chaque lieu d'enquête, ou les envoyer par courrier électronique à l'adresse enquete-publique-modification3-plui@cc-qrga.fr ou les transmettre par courrier postal à l'adresse suivante : Monsieur le Commissaire Enquêteur, CCQRGA, service urbanisme, 23 place de la mairie, BP 30, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête dûment clos et les documents annexes liés à l'enquête seront transmis dans les 24 heures au Commissaire Enquêteur.

A l'issue de la remise du rapport du Commissaire Enquêteur et de ses conclusions motivées, le public pourra les consulter au siège de la CCQRGA, et sur le site internet www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui pendant une durée d'un an.

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire de la CCQRGA décidera, soit d'approuver dans sa version initiale le projet de modification n°3 du PLUi, soit d'amender, d'ajourner ou d'annuler ce projet.

L'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est : CCQRGA, service urbanisme, 23 place de la mairie, BP 30, 82 140 Saint-Antonin-Noble-Val | Téléphone : 05.63.30.67.01 | Courriel : urbanisme@cc-qrga.fr

Le Président, Gilles BONSANG

Le Directeur

Bons 418



IMPRIMERIE COOPÉRATIVE DU SUD-OUEST - LE TARN LIBRE
Rue Alain-Colas - BP 24 - 81027 ALBI Cedex 9
Tél. 05 63 48 75 48
www.letarnlibre.com

ATTESTATION DE PARUTION

Albi, le 11 février 2025

PARUTION :

Département : 81

Journal : TARN LIBRE

Date de parution : 7 mars 2025

Référence n°L2500069

ENQUETES PUBLIQUES

Cette annonce est commandée pour paraître sous réserve de conformité à son usage.
Cette attestation est produite, sous réserve d'incidents techniques et/ou de cas de force majeure.

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

Communauté de Communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (CCQRGA)

Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUI)

La CCQRGA informe qu'il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°3 du PLUI pour une durée de 31 jours consécutifs du lundi 3 mars 2025 à 14h00 au jeudi 3 avril 2025 à 12 heures. Le siège de l'enquête publique est fixé au siège de la CCQRGA, 23 place de la mairie, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val.

Le projet de modification a pour objet l'actualisation de la liste des bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole et naturelle du PLUI.

Par décision n° 2024AC0212, l'Autorité Environnementale d'Occitanie a dispensé d'évaluation environnementale le présent projet de modification du PLUI.

Par décision n° E2500004/31 du Tribunal Administratif de Toulouse, Monsieur Jean-Louis BASTIDE a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le dossier pourra être consulté sur format papier dans les lieux d'enquête suivants et aux horaires habituels d'ouverture durant la période d'enquête publique :

- CCQRGA, 23 place de la mairie, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val ;
- Mairie de Castanet (82)
- Mairie de Caylus (82)
- Mairie de Cazals (82)
- Mairie d'Espinas (82)
- Mairie de Féreyrols (82)
- Mairie de Ginals (82)
- Mairie de Lacapelle-Livron (82)
- Mairie de Laguépie (82)
- Mairie de Loze (82)
- Mairie de Montrosier (81)
- Mairie de Mouillac (82)
- Mairie de Parisot (82)
- Mairie de Puylagarde (82)
- Mairie de Saint-Antonin-Noble-Val (82)
- Mairie de Saint-Projet (82)
- Mairie de Varen (82)
- Mairie de Verfeil-sur-Seyre (82)

Le dossier d'enquête pourra également être consulté sous format dématérialisé sur un poste informatique mis à disposition au siège de la CCQRGA, ainsi que sur le site internet de la CCQRGA, à l'adresse suivante : www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui.

Monsieur Jean-Louis BASTIDE se tiendra à la disposition du public afin de recevoir ses observations, propositions, appréciations et contre-propositions :

- à Caylus le lundi 3 mars 2025 de 14h00

à 17h00 en mairie,

- à Parisot le jeudi 13 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,

à Laguépie le jeudi 20 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,

- à Varen le vendredi 28 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,

- à Saint-Antonin-Noble-Val le jeudi 3 avril 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie.

Le public pourra également consigner ses observations sur le registre d'enquête papier mis à disposition dans chaque lieu d'enquête, ou les envoyer par courrier électronique à l'adresse enquete-publique-modification3-plui@cc-qrga.fr ou les transmettre par courrier postal à l'adresse suivante : Monsieur le Commissaire Enquêteur, CCQRGA, service urbanisme, 23 place de la mairie, BP 30, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête dûment clos et les documents annexes liés à l'enquête seront transmis dans les 24 heures au Commissaire Enquêteur.

A l'issue de la remise du rapport du Commissaire Enquêteur et de ses conclusions motivées, le public pourra les consulter au siège de la CCQRGA, et sur le site internet www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui pendant une durée d'un an.

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire de la CCQRGA décidera, soit d'approuver dans sa version initiale le projet de modification n°3 du PLUI, soit d'amender, d'ajourner ou d'annuler ce projet.

L'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est : CCQRGA, service urbanisme, 23 place de la mairie, BP 30, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val | Téléphone : 05.63.30.67.01 | Courriel : urbanisme@cc-qrga.fr

Le Président, Gilles BONSANG

Le Directeur

Annexe 5

Quelques exemples d'affichage en mairie et sur le terrain



Mairie de Caylus



Mairie de Lacapelle-Livron



Mairie de Loze



Mairie de Saint-Projet



Mairie de Puylagarde



Médiathèque de Caylus



Mairie de Varen



Mairie de Parisot



Mairie de Saint Antonin Noble Val

Annexe 6

636 vues

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Communauté de Communes du Quercy Rouergue et Gorges de l'Aveyron (CCQRGA)

Modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi)

La CCQRGA informe qu'il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°3 du PLUi pour une durée de 31 jours consécutifs du lundi 3 mars 2025 à 14h00 au jeudi 3 avril 2025 à 12 heures. Le siège de l'enquête publique est fixé au siège de la CCQRGA, 23 place de la mairie, 82140 Saint-Antonin-Noble-Val.

Le projet de modification a pour objet l'actualisation de la liste des bâtiments pouvant changer de destination en zone agricole et naturelle du PLUi.

Par décision n° 2024ACO212, l'Autorité Environnementale d'Occitanie a dispensé d'évaluation environnementale le présent projet de modification du PLUi.

Par décision n°E25000004/31 du Tribunal Administratif de Toulouse, Monsieur Jean-Louis BASTIDE a été désigné en qualité de Commissaire Enquêteur.

Le dossier pourra être consulté sur format papier dans les lieux d'enquête suivants et aux horaires habituels d'ouverture durant la période d'enquête publique :

- CCQRGA, 23 place de la mairie, 82 140 Saint-Antonin-Noble-Val ;
- Mairie de Castanet (82)
- Mairie de Caylus (82)
- Mairie de Cazals (82)
- Mairie d'Espinas (82)
- Mairie de Féneyrols (82)
- Mairie de Ginals (82)
- Mairie de Lacapelle-Livron (82)
- Mairie de Laguëpie (82)
- Mairie de Loze (82)
- Mairie de Montrosier (81)
- Mairie de Mouillac (82)
- Mairie de Parisot (82)
- Mairie de Puyfagande (82)
- Mairie de Saint-Antonin-Noble-Val (82)
- Mairie de Saint-Projet (82)
- Mairie de Varen (82)
- Mairie de Verfeil-sur-Sèze (82)

Le dossier d'enquête pourra également être consulté sous format dématérialisé sur un poste informatique mis à disposition au siège de la CCQRGA, ainsi que sur le site internet de la CCQRGA, à l'adresse suivante : www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui.

Monsieur Jean-Louis BASTIDE se tiendra à la disposition du public afin de recevoir ses observations, propositions, appréciations et contre-propositions :

- à Caylus le lundi 3 mars 2025 de 14h00 à 17h00 en mairie,
- à Parisot le jeudi 13 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Laguëpie le jeudi 20 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Varen le vendredi 28 mars 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie,
- à Saint-Antonin-Noble-Val le jeudi 3 avril 2025 de 9h00 à 12h00 en mairie.

Le public pourra également consigner ses observations sur le registre d'enquête papier mis à disposition dans chaque lieu d'enquête, ou les envoyer par

VOTRE COMMUNAUTÉ ▼ AMÉNAGER & PRÉSERVER ▼ ENTREPRENDRE ▼ VIVRE & HABITER ▼ DÉCOUVRIR LE TERRITOIRE ▼

A l'issue de la remise du rapport du Commissaire Enquêteur et de ses conclusions motivées, le public pourra les consulter au siège de la CCQRGA, et sur le site internet www.cc-qrga.fr/enquete-publique-modification3-plui pendant une durée d'un an.

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire de la CCQRGA décidera, soit d'approuver dans sa version initiale le projet de modification n°3 du PLUi, soit d'amender, d'ajourner ou d'annuler ce projet.

L'autorité auprès de laquelle des informations peuvent être demandées est : CCQRGA, service urbanisme, 23 place de la mairie, BP 30, 82 140 Saint-Antonin-Noble-Val | Téléphone : 05 63 30 67 01 | Courriel : [urbanisme\(arobase\)cc-qrga.fr](mailto:urbanisme(arobase)cc-qrga.fr)

Le Président, GILLES BONSANG